



Pour des soins complémentaires

Le Président Tebboune quitte Alger à destination de l'Allemagne

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5271 - Lundi 11 janvier 2021 - Prix : 10 DA

Sardine, rouget, merlan, crevette,
entre 1 400 et 3 000 DA/kg

Le poisson hors de prix

Page 2

En attendant leur règlement

Lait et liquidités : ces casse-tête qui perdurent

Page 16

Un impeachment pour empêcher le retour de Trump

Par Mohamed Habili

A moins maintenant de dix jours de l'investiture de Joe Biden, et par conséquent de la fin du mandat de Donald Trump, les démocrates de la Chambre des représentants ne considèrent pas qu'il soit inutile de lancer une deuxième procédure d'impeachment à l'encontre de ce dernier, malgré le risque qu'elle échoue comme la première. Au moins pour ces deux raisons, que sont le peu de temps qu'il reste à Trump pour quitter ses fonctions et l'incertitude qui l'entoure, cette entreprise semble déraisonnable. Elle l'est en effet si on prend pour argent comptant le but allégué par ses initiateurs : faire sortir le sortant plus vite que ne le permettrait le calendrier, quand cela ne serait que de quelques heures, au vu de la gravité des événements dont on le rend responsable au premier chef : l'envahissement du Capitole par ses partisans survenu le 6 janvier, quelque chose que les Etats-Unis ne sont pas près d'oublier. Elle cesse en revanche d'être inutile ou absurde si on ne s'en laisse pas conter par les démocrates, qui en réalité ne cherchent pas tant à réduire d'un jour ou de deux le mandat de leur ennemi numéro un qu'à le mettre à jamais hors d'état de leur nuire. Un impeachment mené à son terme, même après que le mis en cause est parti, l'empêchera de prétendre à un nouveau mandat comme président des Etats-Unis, et même à quelque mandat que ce soit.

Suite en page 3

Une date aux couleurs de notre héritage culturel

Yennayer, la plus ancienne fête algérienne



PH/D. R.

Demain, les régions du pays célébreront le premier jour de l'an amazigh, avec des rites et traditions différentes et uniques mais qui reflètent l'attachement de chacun à son héritage culturel et ses coutumes qui résistent à l'usure du temps. [Page 3](#)

Regards

Ouyahia et ses lingots

Manceuvre en plein procès

Page 3

Le premier responsable du secteur annonce un ambitieux projet de relance

Ferroukhi : le secteur de la Pêche peine à assurer l'approvisionnement des poissonniers

Page 2

Sardine, rouget, merlan, crevette, entre 1 400 et 3 000 DA/kg

Le poisson hors de prix

■ Un vent de folie traverse ces derniers jours les halles et marchés aux poissons, avec des hausses des tarifs jamais égalées qui ont rendu cette denrée désormais inaccessible pour les consommateurs algériens, sauf à regarder les étalages de loin.

Par Meriem Benchaoua

Les prix sont devenus astronomiques, synonyme de surenchère par excellence, où la sardine, considérée comme le poisson abordable pour les bourses modestes, plafonne irrésistiblement entre 1 200 et 1 400 DA le kilo. Pour les autres espèces qui flambent depuis une longue période dans un marché sous-apprivoisé, les prix observent la même hausse en flèche avec des moyennes décourageantes qui vont de 1 400 à 2 700 DA le kg, alors que les crevettes battent tous les records pour atteindre les 3 000 DA le kg. De leur côté, les poissonniers attribuent cette hausse à plusieurs facteurs dont les conditions météorologiques défavorables. Ils affirment que cette flambée des prix ne peut s'expliquer que par «les récentes intempéries qui ont empêché les professionnels de la pêche à s'aventurer en haute mer». «C'est à cause du mauvais temps que nous ne parvenons plus à pêcher suffisamment de sardines. Il a fortement venté ces derniers jours. La mer était agitée et les conditions climatiques rendaient difficiles, pour ne pas dire impossibles, toutes les manœuvres de pêche», dira un vendeur. Alors que d'autres l'expliquent par la loi de l'offre et de la demande. Selon eux, «lorsque l'offre est en deçà de la demande, les prix s'en-

flamment irrémédiablement». En effet, les coûts des poissons blancs et bleus ont atteint des seuils vertigineux, au point où le citoyen ordinaire a tout bonnement éliminé de sa «table» les plats à base de ces produits de mer. Pour s'en convaincre, il suffit de faire un tour à la poissonnerie du marché Clauzel, où le prix du rouget, du merlan et de la dorade a atteint des prix oscillant entre 1 600 et 2 200 DA/kg. Une situation qui affecte le panier de la ménagère, comme l'explique cette dame que nous avons rencontrée : «Il y a du poisson au marché, mais c'est très cher». «Avant, il y en avait pour tous les goûts et toutes les bourses, contrairement à ces dernières années où les prix de la sardine ont pris un envol en flèche», se désole Ahmed, vendeur de poisson. Des vendeurs qui avaient l'habitude d'exposer leurs produits à des prix concurrentiels ont estimé que cette situation les dépassait et que les citoyens bouadaient le poisson en raison de la hausse des prix qui vont au-delà de leur pouvoir d'achat. Des clients rencontrés



Ph/E. Soraya/J. A.

sur place se sont dits surpris de la flambée des prix dans ce marché connu pour être le meilleur en raison de ses prix concurrentiels. «A ce prix, la sardine n'est plus pour les familles à faible revenu», a confié une mère de famille habituée à faire ses achats dans ce marché. Au marché Ferhat-Boussaad, ex-Meissonier, la crevette est proposée à 2 700 DA alors que la sardine est vendue à 1 000 DA/kg pour la qualité moyenne, et à 1 200 DA pour la qualité supérieure. Les prix exposés sont

proches des prix de la pêcherie algérienne, par la qualité des poissons frais. M. B.

Bilan des dernières 24 heures

Virus : 4 décès et 231 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (5), portant à 2 807 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 231 cas, soit 25 cas de moins par rapport au bilan d'hier (256), pour atteindre, au total, 102 144 cas confirmés.

R. N.

Le premier responsable du secteur annonce un ambitieux projet de relance Ferroukhi : le secteur de la Pêche peine à assurer l'approvisionnement des poissonniers

Le secteur de la Pêche peine à assurer aux poissonniers un approvisionnement régulier et en quantité. Pour augmenter la production nationale en produits de mer, le premier responsable du secteur annonce un ambitieux projet de relance, s'étalant de 2021 à 2024. Le ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Sidi Ahmed Ferroukhi, a révélé, hier, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale, la stratégie de son secteur s'étalant de 2021 à 2024 et visant, selon lui, l'augmentation de la production nationale en produits de mer dont les prises n'ont cessé de stagner aux environs des 100 000 tonnes annuellement.

A cet effet, il évoque un ambitieux projet de relance de ce secteur, basé sur plusieurs étapes. Ce projet, explique le ministre, «devrait, outre la construction des habituels sardiniers, permettre d'asseoir les bases d'une industrie navale moderne, spécialisée dans celle des gros navires destinés à la pêche océanique, mais également des remorqueurs, des barges et une panoplie d'équipements d'appoint». Le ministre mise pour ce chantier sur plusieurs entreprises qui seront entièrement impliquées et accompagnées par des entreprises privées, expliquant que celles-ci sont de l'ordre de 300 entreprises retenues. «Ces entreprises bénéficieront de formations solides dans les différentes disciplines intégrées dans les processus de construction, de réparation et de maintenance navales», explique le ministre. Ainsi, trois centres ont déjà été retenus pour dispenser de solides formations. Il annonce également plusieurs segments de ce secteur dont l'investissement dans la ressource humaine, outre «le développement de nouvelles flottilles en vue d'exploiter de nouveaux espaces de pêche en Méditerranée et dans l'Atlantique». Et d'ajouter que certains de ces segments pourront voir le jour avant 2024, alors que d'autres, telle la construc-

tion de gros navires, pourraient demander plus de temps, soutenant que l'important étant de démarrer maintenant, en s'investissant tout particulièrement dans la ressource humaine. Alors qu'il existe une quarantaine de chantiers maritimes de différentes dimensions, souvent sous-équipés et une flottille vieillissante, le secteur de la Pêche peine à assurer aux poissonniers un approvisionnement régulier et en quantité. Cependant, le ministre ne voit pas l'utilité de développer de nouvelles flottilles pour exploiter de nouveaux espaces de pêche en Méditerranée et dans l'Atlantique. Il estime plutôt «indispensable de réhabiliter et de moderniser celle toujours en activité». Selon Ferroukhi, l'Algérie connaît un déficit en matière de poisson se situant entre 30 000 à 37 000 tonnes chaque année, en raison, explique-t-il, des limites dues à la surexploitation du milieu. Il met en avant les espoirs portés sur les productions tirées de l'aquaculture, à peine 8 000 tonnes réalisées en 2020 sur les 150 000 par an espérées au départ. Faisant part de plus de 200 projets aquacoles attendant d'être opérationnels, le ministre fait état d'une production qui devrait progressivement atteindre les 40 000 tonnes de poisson, à la fin de l'année 2024. «Ces projets sont en attente d'être opérationnels», dira le ministre.

Une partie du quota du thon rouge sera réservée au marché interne

Sid Ahmed Ferroukhi a également affirmé qu'une partie du quota annuel du thon rouge octroyé à l'Algérie sera réservée à l'approvisionnement du marché national, faisant état de démarches pour augmenter cette quantité en rapport avec les capacités de la flottille. M. Ferroukhi a assuré qu'à partir de la prochaine campagne, une partie du quota annuel du thon rouge octroyé à l'Algérie par

la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT) sera réservée à l'approvisionnement direct du marché national. Le quota algérien était écoulé entièrement sur le marché international, notamment au niveau du marché japonais, connu comme un des grands importateurs de ce poisson. La nouvelle stratégie du ministère consiste à consacrer une partie du thon pêché pour approvisionner directement le marché interne et plaider en parallèle auprès de l'ICCAT pour augmenter le quota de l'Algérie, établi actuellement à 1 650 tonnes, a précisé le ministre de la Pêche. L'augmentation du quota permettra à l'Algérie d'atteindre des parts en rapport avec les capacités de sa flottille actuelle composée de 23 thoniers, a ajouté M. Ferroukhi. Le ministre de la Pêche a fait savoir également que son département a évalué les trois dernières campagnes de pêche du thon rouge avec les professionnels pour tracer une nouvelle stratégie afin d'améliorer les prochaines campagnes de pêche de ce poisson. Il a insisté, à l'occasion, sur la nécessité de tirer profit de l'expérience acquise tout au long des années précédentes pour développer cette filière à travers la formation continue des professionnels, d'autant plus que la pêche de ce poisson nécessite, a-t-il signalé, «un savoir-faire et un respect rigoureux des règles de l'ICCAT». A propos de la flambée des prix des produits halieutiques sur le marché national, notamment celui de la sardine, le ministre a expliqué que la flambée des prix est perceptible habituellement durant la période hivernale où la pêche est «quasiment impossible en raison du mauvais temps». «La période hivernale est déficitaire en poissons et produits halieutiques et la production est nettement inférieure par rapport à la demande, ce qui explique d'ailleurs la hausse des prix», a-t-il souligné.

Louisa Ait Ramdane

Pour des soins complémentaires Le Président Tebboune quitte Alger à destination de l'Allemagne

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a quitté Alger, hier, à destination de l'Allemagne pour des soins complémentaires suite à des complications au pied après sa contamination au coronavirus.

Le Président Tebboune a été salué à son départ, de la base aérienne de Boufarik, par le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, le président de l'ANP, Slimane Chenine, le président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, le général de corps d'Armée, chef d'état-major de l'ANP, Saïd Chanegriha, et le directeur du cabinet de la Présidence de la République, Noureddine Baghdad-Daidj.

Le traitement de ces complications qui ne présentent pas un «caractère urgent», était déjà programmé avant le retour d'Allemagne du Président Tebboune, le 29 décembre dernier. Toutefois, ses engagements n'avaient pas permis, entre-temps, un tel déplacement.

R. N.

Une date aux couleurs de notre héritage culturel

Yennayer, la plus ancienne fête algérienne

■ Demain, les régions du pays célébreront le premier jour de l'an amazigh, avec des rites et traditions différentes et uniques mais qui reflètent l'attachement de chacun à son héritage culturel et ses coutumes qui résistent à l'usure du temps.

Par Thinhinene Khouchi

Depuis plusieurs jours, les citoyens des différentes régions du pays s'activent pour préparer la célébration de Yennayer. Cette fête est célébrée dans les quatre coins du pays de manières différentes mais tout aussi éblouissante. A l'occasion, l'Algérie renoue avec les habitudes et traditions et assure surtout le regroupement des familles autour de la même table pour déguster les succulents plats de Yennayer et les plus riches friandises. En effet, dans la majorité des régions, Yennayer est précédé par «le dîner de Yennayer» qui a lieu la veille du nouvel an Amazigh. Si certains préfèrent et même insistent pour que le plat principal soit l'irremplaçable «cous-cous», d'autres préparent plutôt «rechta, r'fis, chekhchoukha, berkoukès ou même cherchem qui est préparé à base d'un mélange de légumes secs». Dans certaines régions, les citoyens organisent un repas en groupe appelé «el waâda», à l'image de Tizi-Ouzou, Batna, Béjaïa, Boumerdès et autres. Le dîner de jour-là doit être servi tard et se doit d'être copieux, ce qui, aux yeux des Imazighens, augurera une année abondante. Pour la soirée, du thé est servi avec des gâteaux traditionnels, du sfenj ou lemsemem, des fruits secs et des pâtisseries, chocolats et bonbons pour les plus modernes.



Ph.E. Soraya/J. A.

En outre, malgré les grandes mutations dans la société, les mères de famille restent attachées, à travers les différentes régions, au rituel du henné en cette occasion. En effet, ce produit décoratif traditionnel est fortement prisé avec une prédilection pour le local, réputé pour sa qualité, afin de décorer les mains des grands et des petits, et en particulier des nouveau-nés. Parées de leur henné, les femmes et les fillettes ponctuent la fête par le port de la fameuse robe kabyle. Par ailleurs, dans certaines

familles encore, dans la soirée, les grands-mères racontent des histoires et des légendes aux enfants, l'autre axe principal (enfants) des festivités de Yennayer. Au niveau des Haut-Plateaux ou des campagnes, la veille de Yennayer les gens se réunissent et attendent la venue de la nouvelle année amazighe à travers différentes manifestations qui enchantent l'œil. En effet, d'une région à l'autre ou d'une wilaya à l'autre, les activités et manifestations diffèrent. Cette année, vu la situation sanitaire, des activités virtuelles

seront organisées. En effet, plusieurs wilayas ont programmé des activités virtuelles dans le cadre de la manifestation de la semaine culturelle amazighe à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh 2971. Visant à mettre en exergue le patrimoine amazigh, ces manifestations sont diffusées depuis hier sur les sites internet des organisations culturelles ou même des directions culturelles. Enfin, il est à rappeler que Yennayer est une journée chômée et payée depuis le 12 janvier 2018.

T. K.

Regards

Par Mourad Hadjersi

L'ex-Premier ministre Ahmed Ouyahia vient-il de lâcher une «bombe» médiatique dont personne ne pourrait évaluer les conséquences sur l'opinion publique nationale ? Affirmer devant un tribunal avoir vendu pas moins d'une soixantaine de lingots d'or offerts par des émirs du Golfe au marché parallèle relèverait, à ce niveau de responsabilité, soit de la déchéance d'un prévenu qui ne croit plus à son innocence ou plutôt d'une parade d'un fin manœuvrier qui sait très bien ce qu'il fait et surtout où il veut parvenir.

Au-delà des effets médiatiques qu'un tel aveu pourrait générer, il y a fort à parier que l'ex-homme fort du système est loin de jouer dans le «spectaculaire» mais qu'il aurait très bien calculé l'impact de ses dires. Le prévenu a toujours bien pesé ses propos depuis le début de ses procès et ce n'est pas aujourd'hui qu'il va se permettre un dérapage lourd de conséquences. Ahmed Ouyahia s'est toujours montré en tant qu'«homme d'Etat» qui a servi «avec honnêteté et loyauté» un chef d'Etat en poste, en l'occurrence Abdelaziz Bouteflika. Il a souvent rappelé devant les juges qu'il ne faisait qu'appliquer, à la lettre, les directives et autres instructions du

Ouyahia et ses lingots Manœuvre en plein procès

Président. L'ex-Premier ministre, faut-il le rappeler, est poursuivi dans le cadre des procès intentés contre une poignée d'oligarques qui ont dilapidé les caisses de l'Etat, et plus précisément il est considéré comme «complice» et non pas accusé directement dans ces affaires. Seul grief relevé à son encontre, à ce jour, ce sont les sommes d'argent, en millions de dinars, trouvées dans ses comptes bancaires et considérées par le tribunal comme preuves de pots-de-vin. Au départ, l'accusé Ouyahia aurait invoqué «des cadeaux offerts par des amis», déclaration qu'il a niée lors de la séance de ce samedi au tribunal, et comme pour justifier l'origine de cet argent il invoque cette affaire de lingots d'or offerts par des princes du Golfe.

Dans cet imbroglio, la concentration s'est focalisée sur l'acte illégal de vente de ces lingots au marché parallèle par un haut responsable de l'Etat, un fait de «banditisme» caractérisé en soi, mais dans cette furia d'indignations on oublie l'essentiel de la déclaration ou plutôt où veut Ouyahia mener le tribunal et quelle orientation veut-il donner à son procès. L'accusé, ex-Premier ministre, précise bien dans sa déclaration que ces fameux lingots d'or ont été offerts à la plus haute institution de l'Etat algérien, à savoir la Présidence de la République, ce qui ramène-

rait à dire que ces cadeaux n'étaient pas destinés à sa personne mais qu'il a eu l'autorisation de procéder à l'illégalité de l'opération et il est fort probable que les faits remontent non pas à l'époque où l'accusé occupait le poste de Premier ministre mais quand il était ministre-conseiller auprès du président de la République. Tel est le nœud gordien vers lequel Ouyahia veut mener ses juges, droit vers le Président déchu, actuellement malade et peut-être inapte à se présenter devant un tribunal. L'accusé Ouyahia voulait, par ce pavé lancé dans la mare judiciaire, pousser le juge à mettre un pied dans une sorte de nasse que lui-même veut tisser autour de ses accusateurs.

Tout en sachant qu'une convocation de l'ex-Président n'est pas envisageable, pour une raison ou une autre, Ouyahia semble loin d'être un naïf qui se jette dans une manœuvre hasardeuse. Il semble avoir bien élaboré sa stratégie de défense, une stratégie basée, semble-il, sur le «pourrissement» du procès pour arriver au bout du compte à un «deal politique», ou dans les pires des cas, à une réduction maximale des peines. L'évolution de l'atmosphère politique globale du pays peut, pense-t-il, lui ouvrir des brèches. Qui sait ?

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

Un impeachment pour empêcher le retour de Trump

Suite de la page une

Par rapport à cet objectif, évidemment non déclaré, une procédure en apparence aussi lourde que l'impeachment présente des avantages certains. Et d'abord elle vaudrait mieux que passer les quatre prochaines années à le contenir et à polémiquer avec lui, avec pour inévitable effet pernicieux dans ce cas de le maintenir à flot, de contribuer malgré soi à en faire un candidat possible pour son camp à la présidentielle à venir. Un impeachment réussi mettrait plus sûrement fin, si ce n'est absolument, à sa carrière politique. Il ferait tourner la page Trump, et du même coup ouvrirait l'horizon. Mieux encore peut-être, il ferait que le mandat de Biden soit réellement consacré à autre chose qu'à empêcher le retour de Trump. A la lutte contre la pandémie, par exemple, à la relance de l'économie, à la résolution des problèmes internationaux les plus épineux et les plus dangereux, comme la crise du programme nucléaire iranien, la menace représentée par l'arsenal nucléaire nord-coréen, la poursuite de la guerre commerciale avec la Chine, un point sur lequel les deux administrations, la sortante et sa remplaçante, semblent d'accord en effet, sinon dans le détail du moins quant à l'essentiel. Avec un Trump politiquement actif et toujours chef de son camp, les démocrates ne seront pas tant au pouvoir que sur la défensive, quatre années durant. Ce mandat d'ailleurs ne sera plus de quatre ans mais seulement de deux si les républicains reprennent le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat, dût Biden rester jusqu'au bout à la Maison-Blanche. Avec un Trump en campagne incessante, parcourant l'Amérique, ne quittant un meeting que pour se rendre à un autre, Biden pourra dire adieu à son projet de réconcilier les Américains. Une voix donnera constamment le ton, celle de Trump, et la sienne qui sera fatalement à la traîne, occupée à la contredire, à la dénoncer. L'initiative appartiendra de bout en bout à celui des deux qui a le plus d'énergie physique en réserve et le moins de scrupule dans le mensonge. La partie sera forcément inégale. Voilà pourquoi les démocrates n'attendent même pas le 20 janvier pour tenter de faire en sorte que cette partie n'ait jamais lieu. Y parviendront-ils ? C'est toute la question.

M. H.

Oran/Covid-19

Deux scénarios envisagés pour l'opération de vaccination

■ Deux scénarios envisagés pour l'opération de vaccination contre le Covid-19 sont établis par la Direction locale de la santé et de la population (DSP), dont le choix sera en fonction de la quantité reçue, a-t-on appris, hier, de son chargé de communication.

Par Hamid N.

«L'opération de vaccination sera effectuée, soit au niveau des grands espaces d'exposition et salles omnisports, ou bien dans les établissements de santé de proximité et polycliniques, selon deux scénarios établis», a précisé à l'APS Youcef Boukhari.

«Dans le cas où nous recevons une grande quantité de vaccins, l'opération se fera dans les grands espaces d'exposition et les salles omnisports des communes de la wilaya, mais dans le cas où nous recevons de petites quantités de doses par étapes, elle se fera dans les polycliniques, comme dans le cadre de la vaccination anti-grippale», a fait savoir le même responsable. A Oran chef-lieu, la commune la plus peuplée de la wilaya, deux lieux ont déjà été désignés pour

effectuer la vaccination, à savoir le Centre des conventions d'Oran (CCO) et le palais des expositions de M'dina J'dida, et ce, dans le cas du premier scénario, où la vaccination sera massive. Pour les autres communes, des grandes salles omnisports ont également été désignées pour la vaccination, a-t-il souligné. Pour le deuxième scénario, où la vaccination se fera dans les polycliniques, tout a été préparé pour un bon déroulement de la vaccination, dont les équipements pour recevoir les doses et le personnel qualifié chargé de la vaccination, a-t-il soutenu. «Nous avons assuré la formation des agents vaccinateurs, de toutes les polycliniques de la wilaya, et mobilisé également des médecins généralistes et spécialistes pour nous accompagner dans cette opération», a-t-il encore ajouté.

H. N.



Ph.D. R.

Zones d'ombre à Adrar

Merad valorise les efforts des autorités locales visant la création de micro-zones d'activités

Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a valorisé, samedi à Reggane (sud d'Adrar), les efforts des autorités locales visant la création de micro-zones d'activités dans les zones d'ombre. Ces mesures devront permettre de réaliser le décollage économique local à travers la création de micro-entreprises dans les domaines d'activités propres à chaque zone d'ombre à Adrar, notamment dans les domaines de l'agriculture, du

tourisme et des activités de la femme rurale au foyer, a indiqué M. Merad.

Après avoir donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité vers les zones d'ombre à l'occasion du 64^e anniversaire de la création du Croissant-Rouge algérien (CRA), le conseiller s'est rendu à la daïra de Zaouïa Kenta où il s'est enquis de la souffrance des habitants de Ksar Tazoult, notamment la montée de l'eau ainsi que la baisse enregistrée dans la production agricole des oasis. A ce propos, le conseiller

du président de la République a souligné que sa visite à cette wilaya est intervenue pour s'enquérir des conditions de vie des populations de ces régions en vue de les améliorer à travers les différents programmes de développement, rappelant l'inscription d'affectations financières dédiées aux zones d'ombre dans le plan communal de développement pour l'exercice en cours.

Les habitants de Ksar Tazoult ont déploré la faible couverture réseau de télécommunications et d'internet des différents opéra-

teurs téléphoniques, ce qui impacte leur vie quotidienne. A ce propos, le conseiller du président de la République a affirmé que l'amélioration de ce service s'inscrivait dans le cadre des orientations des hautes autorités. M. Merad a également écouté les préoccupations des habitants des zones d'ombre à Sali et à Reggane concernant le désenclavement et l'amélioration de l'alimentation en eau potable, outre le raccordement aux réseaux d'assainissement et la promotion de l'emploi à travers la

formation dans les spécialités relatives à l'activité des compagnies pétrolières activant dans la région.

Le même responsable a inspecté des projets publics destinés aux zones d'ombre en matière d'éducation et de ressources en eau, à l'image de la réhabilitation de l'école primaire à Kseur Berriche (Sali) ainsi que la réalisation de stations d'épuration des eaux usées et de deux citernes de 1 500 m³ et 2 000 m³ en faveur de nombre de Ksour à Reggane. **Yanis F.**

Ressources en eau

Beraki ordonne l'approvisionnement de l'ensemble des zones d'ombre en eau potable avant la fin mars

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Beraki, a donné des instructions, samedi, lors de sa réunion avec les directeurs du secteur, pour l'approvisionnement des habitants des zones d'ombre à l'échelle nationale en eau potable avant la fin mars 2021, selon un communiqué du ministère.

Dans le cadre des instructions «urgentes» données aux directeurs de wilaya, M. Beraki a souligné l'impératif d'accélérer le rythme de réalisation des différents projets accusant un retard au niveau local, et de respecter les délais impartis, préconisant de doter les régions, dont les projets ont été achevés, de citernes fixes pour atténuer la souffrance des citoyens, ajoute la même source.

M. Beraki a appelé, en outre, à une plus grande ouverture sur les chaînes d'information et de communication pour une diffusion optimale des informations et des nouveautés, et partant, une meilleure prise en charge des doléances des

citoyens, notamment en ce qui concerne les projets en cours de réalisation, et ce, dans le but d'éclairer l'opinion publique.

Le ministre a estimé qu'«il est prioritaire de placer le citoyen au centre de la stratégie et des activités du secteur», précise le document.

A cet effet, il a rappelé l'enveloppe financière «considérable» affectée par l'Etat à la prise en charge des zones d'ombre, de par les moyens matériels et humains déployés pour l'aboutissement de ce «noble» projet, appelant à la poursuite des efforts dans ce sens et «à l'écoute de toutes les préoccupations, en demeurant ouverts à toute proposition afin de surmonter d'éventuelles entraves car le dialogue et l'échange de vues est le seul moyen de parvenir à des solutions utiles susceptibles de booster les capacités du secteur pour relever les différents défis».

La réunion, à laquelle ont pris part les cadres centraux du secteur et les directeurs des ressources en eau de wilaya, s'inscrit dans le cadre de «l'application

des engagements du président de la République et ses récentes orientations, notamment celles inhérentes à la prise en charge des zones d'ombre à travers les différentes wilayas».

Réception en 2020 de 1 340 projets d'alimentation des zones d'ombre en eau potable

Lors de cette rencontre, le ministre a suivi plusieurs exposés sur la situation des programmes tracés visant la promotion des zones d'ombre ainsi que l'identification des obstacles entravant la réalisation de certains projets dans ces régions.

Le bilan sectoriel fait état de la réception de 2 326 projets, dont 1 340 destinés à l'alimentation en eau potable des zones d'ombre. Pour rappel, le gouvernement avait proposé en 2020 un programme «important» pour le financement de plusieurs projets d'une enveloppe de plus de 64 mds DA allouée au secteur.

Selon M. Beraki, les difficultés enregistrées l'an dernier en raison de la pandémie de Covid-19 ainsi que son impact négatif sur la l'aspect socio-économique et institutionnel, outre le stress hydrique et l'incidence financière, ont «renforcé davantage le secteur en matière de gestion de ses opérations».

«Le secteur a réalisé un saut qualitatif, en témoigne le bilan positif de 2020 en dépit des crises qu'il a traversées, en sus de la réception de plusieurs projets devant contribuer à l'amélioration du service public des eaux, notamment l'alimentation en eau potable et l'assainissement, outre la relance de la majorité des projets en arrêt qui devront redynamiser le développement au niveau local», a-t-il soutenu.

Selon la même source, «l'évaluation continue et la résolution des problèmes constituent deux conditions essentielles pour la concrétisation des objectifs suprêmes inscrits dans le cadre de la stratégie d'eau 2030».

Halim Y.

Véhicules neufs

Prochain octroi des premières autorisations d'importation

■ Le gouvernement a décidé de libérer l'importation des véhicules neufs afin de répondre aux besoins du marché national, en octroyant les premières autorisations prochainement aux concessionnaires retenus, a annoncé, hier, le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham.

Par Salem K.

«**O**n a reçu, depuis le début de l'année en cours, des instructions du président de la République et il y a un accord unanime au niveau du gouvernement pour libérer l'importation des véhicules neufs afin d'al-

menter le marché national en véhicules de tout genre, notamment utilitaires qui sont nécessaires pour les institutions et les commerçants», a précisé le ministre sur les ondes de la Chaîne 2 de la Radio nationale. A cet effet, le Comité interministériel chargé d'examiner les dossiers de demandes d'autorisations pour importer les véhicules neufs va se réunir pour remettre la liste finale des concessionnaires retenus, a-t-il ajouté. «Pour l'instant, sur le plan documentaire, nous avons recensé 40 dossiers qui sont complets (...) et nous avons tardé dans le choix des dossiers d'importateurs de véhicules neufs, car il fallait bien examiner leur conformité aux conditions fixées dans le cahier des charges et s'assurer que le client ne soit pas pris en otage comme c'était le cas dans le passé», a-t-il dit.

«Ce n'est pas l'Etat qui va importer les véhicules mais les concessionnaires. Ceux qui ont



PHOTO: R.

des dossiers propres et qui répondent aux conditions fixées dans le cahier des charges, seront retenus», a-t-il encore ajouté.

S'agissant des marques concernées par les premières autorisations d'importation, il a fait savoir qu'il y a des «marques intéressantes» et de tous les modèles, dont celles destinées aux petites bourses et qui ont donné leur accord aux concessionnaires algériens.

Pour M. Ait Ali Braham, la finalité n'est pas d'encourager l'importation mais de bâtir une vraie industrie automobile en

Algérie, tout en réaffirmant le maintien du taux d'intégration fixé pour l'industrie automobile, établi à un minimum de 30 % lors de la première phase d'activité.

Evoquant la situation des entreprises publiques du secteur industriel, il a affirmé qu'il «n'est pas question de privatiser les entreprises économiques publiques et s'il y a ouverture du capital, cette opération se fera à travers la Bourse d'Alger».

Pour le ministre, le problème de certaines entreprises réside dans la gestion et le management et non pas dans le finan-

cement, ce qui nécessite un vrai changement dans la composante humaine. «Nous avons discuté avec plusieurs groupes publics industriels et on a constaté que pour certains d'entre eux le changement est impératif dans la composante humaine. Ces groupes nécessitent aussi de vrais plans de redressement pour pouvoir continuer leurs activités», a-t-il indiqué. Il a, dans ce sillage, souligné que plusieurs filières nécessitaient la relance, dont le textile, le cuivre, la mécanique et la sidérurgie.

S. K.

Etats-Unis

Le chômage repart à la hausse

LE PAYS a perdu 140 000 postes en décembre 2020, en raison du reconfinement progressif. Sur l'ensemble de l'année, 9,8 millions d'emplois ont été détruits. Joe Biden, le nouveau président américain, va prendre les rênes d'un pays dont l'économie est en pleine rechute. En décembre 2020, pour la première fois depuis le mois d'avril, le solde de créations et de destructions d'emplois a été négatif, selon les données publiées, vendredi 8 janvier, par le Bureau américain des statistiques du travail. Au total, 140 000 emplois ont été détruits, dans la fourchette basse de ce que prévoient les économistes. Le taux de chômage est néanmoins stable, à 6,7 %. Ce recul est la conséquence logique de la reprise de la pandémie de Covid-19 et des reconfinements plus ou moins durs imposés à travers les Etats-Unis en fin d'année. En décembre 2020, 498 000 emplois ont été perdus dans le secteur des loisirs, de la restauration et de l'hôtellerie. Les restaurants et les bars sont particulièrement touchés, suivis des casinos et des magasins de paris. «Ces chiffres apportent la plus claire indication que la vague actuelle de Covid-19 a mis fin à la reprise de l'économie américaine, estime Pablo Shah, économiste au Centre for Economics and Business Research. Alors que le nombre de morts du Covid-19 est désormais nettement au-dessus de son pic d'avril 2020, le marché du travail va continuer à souffrir pendant les semaines et les mois qui viennent». Les Etats-Unis enregistrent actuellement autour de 2 800 décès par jour à cause de la pandémie, contre 2 200 en avril. A travers les Etats-Unis, les mesures de confinement se sont progressivement durcies. A New York, les bars et restaurants sont fermés depuis la mi-décembre 2020, sauf pour la vente à emporter. En Californie, à l'exception de quatre comtés, les habitants ont ordre de rester chez eux et les écoles sont fermées. A Washington DC, la situation est similaire depuis le 23 décembre.

R. E.

Gaz

La production mondiale équivalra à celle du pétrole dans une quinzaine d'années

La production mondiale du gaz équivalra à celle du pétrole dans une quinzaine d'années, tirée notamment par le basculement de la Chine vers cette énergie, car 70 % de l'énergie qu'elle consomme actuellement est basée sur le charbon, a prédit l'expert algérien Mourad Preure. «Lorsque la Chine, dont 70 % de l'énergie qu'elle consomme actuellement est basée sur le charbon, bascule vers le gaz, cela pèse sur la demande», a estimé l'expert, ajoutant que «dans une quinzaine d'années, la production de gaz dans la consommation mondiale d'énergie équivalra à celle du pétrole, alors que les renouvelables bénéficieront d'avancées technologiques». S'exprimant lors d'un forum du quotidien «Le

Soir d'Algérie», M. Preure a ajouté que «la croissance de la demande gazière est tirée par la génération électrique», affirmant que «la transition énergétique accorde une place de choix au gaz naturel». S'agissant de l'Algérie, l'expert en questions énergétiques a affirmé que «la force énergétique de l'Algérie, si demain notre pays veut réussir sa transition énergétique, c'est Sonatrach qui la tirera», soulignant que «les grandes révolutions que l'Algérie est amenée à connaître dans le domaine énergétique, c'est Sonatrach qui doit les mener». Dans le même sillage, M. Preure a appelé à privilégier le renouvelable dans le modèle algérien, expliquant qu'«en Algérie, 86 % de territoire jouit d'un ensoleillement de 3 600 heures de

soleil par an, alors qu'en France, par exemple, l'ensoleillement est entre 1 100 et 1 400 heures, mais cela ne l'a pas empêché d'investir dans le solaire». Il a, dans ce sens, rappelé que chaque kilomètre carré (km²) en Algérie peut produire 2 000 kilowattheures. Concernant l'état actuel du marché pétrolier, frappé de plein fouet par les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, M. Preure a indiqué que «les marchés sont en train de sur-réagir à un vaccin qui, si on est optimiste, ne pourrait produire un effet sur l'économie mondiale qu'à partir du second semestre de cette année», donc, a-t-il poursuivi, «si on est réaliste, cet effet ne se produira qu'au 4^e trimestre 2021».

Sara B.

Industrie publique

Relative stagnation des prix à la production au 3^e trimestre

Les prix à la production du secteur industriel public, hors hydrocarbures, ont connu une relative stagnation, soit -0,2 % durant le 3^e trimestre par rapport au 2^e trimestre 2020, selon l'Office national des statistiques (ONS). Cette relative stagnation des prix sortie d'usine, optique acheteur, s'explique par une baisse ou stagnation des prix de la majorité des secteurs d'activité durant le 3^e trimestre 2020 et par rapport au trimestre précédent. En effet, à l'exception, d'une hausse de (+1,4 %) des prix à la production des mines et

carrières et de (0,5 %) des industries des bois, le reste des branches ont connu soit une baisse ou une relative stagnation des prix à la production industrielle. Au cours du 3^e trimestre 2020 et par rapport au précédent, les prix à la production industrielle du secteur de l'Energie ont reculé de (7 %), les matériaux de construction (-0,2 %). Au 3^e trimestre 2020 et par rapport à la même période 2019, les prix à la production industrielle, hors hydrocarbures, ont augmenté de 2,2 %, selon l'organisme des statistiques. Durant les

neuf premiers mois 2020 et par rapport à la même période de l'année d'avant, les prix à la production du secteur industriel public, hors hydrocarbures, ont connu une variation haussière de 2,5 %. Cette variation a été tirée essentiellement par les secteurs des industries des cuirs et chaussures avec 9,9 %, les mines et carrières avec (7,2 %), énergies (5,2 %) et les industries sidérurgiques métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE) avec (3,9 %). D'autres secteurs industriels ont égale-

ment connu des hausses qui sont moins importantes. Il s'agit des textiles avec (2,8 %), des industries des bois (1,8 %), des industries agroalimentaires avec (1,2 %), alors que les industries chimiques et les matériaux de construction ont connu une relative stagnation avec respectivement (0,3 %) et (0,1 %). Pour rappel, la croissance moyenne annuelle des prix à la production industrielle publique hors hydrocarbures, sur toute l'année 2019, avait atteint 2,8 % par rapport à 2018.

A. O.

Batna

Le secteur du Tourisme et de l'Artisanat renforcé par un Centre de valorisation des compétences

■ Le secteur du Tourisme et de l'Artisanat s'est renforcé à Batna par un Centre de valorisation des compétences et des métiers, inauguré à Timgad par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, au second jour de sa visite de travail dans la wilaya.

Par Hocine A.

Selon les explications données au ministre sur site, ce Centre relevant de la Chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM) a pour mission de qualifier et encadrer les artisans pour leur permettre d'acquérir des compétences nouvelles et de développer la qualité de leurs produits. M. Hamidou a inspecté cette structure et assisté à un exposé sur ses activités et la confection de bijoux avant de s'entretenir avec des artisans ayant suivi une formation pour la

taille des pierres précieuses à Tamanrasset, lesquels ont souligné le problème de commercialisation de leurs produits. A ce propos, le ministre leur a assuré que des efforts sont menés actuellement afin de trouver une solution pour la commercialisation des produits des artisans par le biais des Chambres de l'artisanat et des métiers, en plus de les former en vue de préserver ce patrimoine. Il a également préconisé, à l'occasion, de proposer des formations aux femmes au foyer, notamment dans les zones rurales et les zones d'ombre, pour les aider à participer à l'amélioration du revenu familial. Le ministre a visité, par ailleurs, le chantier du projet de la Maison de l'artisanat au centre-ville de Batna avant

d'inaugurer un hôtel, visiter les chantiers de deux autres établissements hôteliers en cours de réalisation et lancer les travaux d'un autre hôtel au niveau du pôle urbain Hamla-3. Préconisant l'amélioration des services hôteliers par le recours à une main-d'œuvre qualifiée, M. Hamidou a invité les opérateurs à investir dans la réalisation de résidences touristiques accessibles aux diverses couches sociales, notamment les personnes aux revenus modestes dont les moyens ne leur permettent pas de séjourner dans un hôtel. Pour rappel, le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial avait présidé, vendredi, le lancement, dans la commune de Menaâ, des festivités nationales officielles de la



célébration du nouvel an amazigh 2971 sous le slogan «Authenticité, unité et fierté», en présence du secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité, Si El Hachemi Assad et le Commandant général des Scout musulmans algériens (SMA),

Abderrahmane Hamzaoui. Il a également visité les balcons de Ghoufi à T'kout, la vieille déchra de Menaâ dont la construction remonte à plus de 10 siècles et assisté à un exposé sur la valeur historique, culturelle et touristique de ce village. **H. A.**

Illizi
Plus de 2 300 touristes étrangers accueillis l'année dernière au Tassili-N'Ajjer

PAS MOINS de 2 316 touristes étrangers ont convergé l'année dernière (2020) vers la région du Tassili-N'Ajjer dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès de la Direction locale du tourisme, de l'artisanat et du travail familial (Dtatf). Un recul de touristes a été enregistré par rapport au flux accueilli en 2019 estimé à plus de 3 900 touristes étrangers, sachant que plus de 2 000 visas touristiques ont été annulés l'année dernière du fait de la propagation de la pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses retombées sur les activités touristiques, a expliqué le directeur du secteur, Aziz Ouamer. Les activités touristiques ont également été impactées conséquemment par la suspension des dessertes aériennes extérieures et domestiques, des services hôteliers, des agences touristiques, en raison de la mise en œuvre des mesures préventives prônées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19, a-t-il soutenu. En prévision de la reprise graduelle des activités touristiques au titre de l'ouverture de la saison touristique saharienne, les services du secteur du Tourisme se sont attelés, en coordination avec la Chambre du tourisme et de l'artisanat et des partenaires, à la relance du mouvement touristique dans la région conformément au protocole sanitaire pour assurer une relance saine et sécurisée des touristes dans la région. La wilaya d'Illizi constitue une destination touristique par excellence, accueillant annuellement d'importants flux de touristes étrangers et locaux eu égard aux grandes potentialités touristiques qu'offre la région du Tassili-N'Ajjer, patrimoine matériel et immatériel, sites archéologiques classés patrimoine universel. **R. R.**

Alphabétisation à Constantine

Sensibilisation des apprenants des zones d'ombre au respect du protocole sanitaire

Un programme de sensibilisation au respect impératif du protocole sanitaire a été lancé au début du mois en cours en direction des apprenants des zones d'ombre du secteur de l'alphabétisation de la wilaya de Constantine, visant à lutter contre le Covid-19, a indiqué le directeur local de l'annexe de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement pour adultes (Onaea), Hocine Hemadi. «L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les autorités pour faire face à la propagation de l'épidémie de Covid-19 et protéger les personnes âgées qui suivent des cours d'alphabétisation ainsi que leurs familles», a précisé ce responsable, en marge de la célébration de la Journée arabe de l'alphabétisation, coïncidant avec le 8 janvier de chaque année.

Le dispositif mis en place depuis la ren-

trée de cette année porte sur l'utilisation des moyens de protection et le respect de la distanciation sociale, a-t-il dit, soulignant que plus de 2 000 bavettes ont été distribuées jusqu'à présent à travers les centres de formation réservés à cette frange de la société. Selon la même source, environ 8 800 apprenants, dont 340 nouveaux inscrits, ont rejoint les 400 classes d'alphabétisation ouvertes dans divers établissements scolaires, des mosquées et des écoles coraniques de la wilaya de Constantine, au titre de la rentrée de décembre 2020, relevant que ces classes sont supervisées par plus de 300 encadreurs. La célébration de la Journée arabe de l'alphabétisation a été marquée dans la wilaya de Constantine par l'organisation d'une journée portes ouvertes sur ce secteur, tenue à l'école primaire Abdelhak-

Abdelmadjid, au chef-lieu de wilaya. «L'organisation de cette journée vise la sensibilisation des personnes qui n'ont pas eu la chance de s'instruire à la nécessité de rejoindre les classes d'alphabétisation, d'autant que l'analphabétisme demeure la source de tous les maux», a-t-on ajouté. Lors de cette manifestation, M. Hemadi a appelé, dans ce même contexte, à la nécessaire coordination entre les différents partenaires, dont les collectivités locales et les directions des affaires religieuses et de l'action sociale, pour la prise en charge de cette catégorie sociale en matière de formation et de réinsertion professionnelle.

Il est à signaler que le nombre des personnes libérées du spectre de l'analphabétisme durant la saison scolaire dernière 2018-2019, a atteint 1 800 personnes.

Lyes B.

Naâma

Alimentation de 50 foyers en gaz naturel dans des zones d'ombre de Tiout

Cinquante foyers situés dans des zones d'ombre de la commune de Tiout (Naâma) ont bénéficié du gaz naturel après la mise en service du réseau d'alimentation en cette énergie, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le wali de Naâma, Idir Medebdeb, a procédé, lors d'une visite de travail dans la commune de Tiout, à la mise en service du réseau de gaz naturel en faveur de 18 foyers dans le vieux ksar et 32 autres dans un quartier rural du village de Ouiz. M. Medebdeb a souligné que l'alimentation des zones d'ombre en électricité et en gaz et l'approvisionnement des zones éloignées en bonnes de gaz butane «est deve-

nue une priorité au titre des programmes de développement de l'exercice 2021». Lors de sa visite dans cette collectivité locale, le wali a procédé aussi à la mise en service de plusieurs nouvelles structures au profit des populations des zones d'ombre, dont un stade de proximité couvert en gazon artificiel, une cantine scolaire servant 200 repas à l'école primaire «Abidine-Boufeldja», une salle de soins avec un logement de fonction et l'ouverture de pistes au village de Ouiz ayant fait l'objet de revêtement en bitume.

Dans le village de Langar, classé zone d'ombre, une cantine scolaire a été mise en exploitation à l'école primaire «Lahissi-

Bachir» qui a fait l'objet de travaux de réfection, de même que le chemin vicinal reliant ce village à Ain Tessala, rénové sur sept kilomètres. Ces opérations ont été financées par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et sur budgets des plans sectoriels de la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, le village «Essam», dans la commune de Tiout, a bénéficié d'un projet d'extension de deux classes en cours de réalisation, de travaux de réfection d'une école «Seddiki-Cheikh» et d'aménagement d'une salle de soins avec un logement d'astreinte. La commune de Tiout a bénéficié aussi

d'un projet de réalisation d'une route pour désenclaver cette commune et la relier à la Route nationale 47 (RN 47) où les travaux d'un ouvrage d'art enregistrent un taux d'avancement «appréciable».

Les villages «Tiourtelt» et «Houari-Boumediene», relevant de cette collectivité locale, ont également bénéficié de projets dont ceux de raccordement au réseau d'électricité d'un périmètre (42 ha), de réhabilitation d'une école primaire et de rénovation et d'aménagement d'une salle de soins, en plus du lancement d'un projet d'équipement et d'électrification d'un puits pastoral, selon les services de la wilaya. **S. A.**

Après une fermeture de plus de dix mois à cause du covid-19

Le ministère annonce la réouverture des espaces culturels

■ Le ministère de la culture et des arts annonce, dans un communiqué rendu public hier, l'ouverture des espaces culturels et artistique. Sans avancer aucune date précise, la ministre de la culture a annoncé que les théâtres, les espaces des entreprises culturelles, les maisons de culture seront ouverts au public dans le strict respect du protocole sanitaire.

Par Abia Selles

Une bonne nouvelle pour les passionnés des arts et de la culture en Algérie. Après plus de dix mois de fermeture, les espaces culturels seront ouverts au public selon un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. En effet, la ministre de la Culture, Malika Bendouda, a annoncé, dans un communiqué de presse rendu public hier, la réouverture des espaces culturels, citant «le théâtre, les espaces des entreprises culturelles, les maisons de la culture et ce, dans le strict respect du protocole sanitaire».

Cette décision intervient suite à une réunion que la ministre a tenue avec des cadres du ministère de la Culture et des Arts. Suite à cette réunion, Malika Bendouda a donné l'instruction de rouvrir les départements liés à son secteur. Cette décision vient aussi «en réponse à la demande des personnalités culturelles, les artistes et les citoyens», précise le même communiqué. La première responsable du secteur de la Culture a assuré, dans ce

sens, que «la programmation des activités culturelles sera accompagnée d'un protocole sanitaire pour protéger le public et les artistes».

Cependant, aucune date n'a été avancée concernant cette réouverture des espaces culturels. Le public et les artistes attendent aussi l'annonce de la programmation de plusieurs festivals à l'arrêt à cause de la pandémie de coronavirus, notamment le Festival international de musique andalouse et des musiques anciennes, le Festival national du théâtre professionnel (FNTP), le Festival international du film engagé (FICA) ou encore le Festival du film arabe d'Oran.

Il faut savoir qu'une ouverture partielle des espaces culturels a été annoncée au mois de septembre avec la réouverture des galeries d'art. Ensuite, c'est le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi qui a eu l'accord pour ouvrir ses espaces au public avant de généraliser cette décision à toutes les villes du pays. Les élèves de l'ensemble des écoles de musique et de théâtre d'Alger, eux aussi, ont été appe-



PHD.R.

lés il y a quelques jours à reprendre les cours suspendus depuis le 12 mars à cause de la pandémie Covid-19. Les candidats qui poursuivront leurs cours dans un protocole sanitaire

très strict sont appelés à boucler exceptionnellement l'année en cours avant la fin du mois de février, pour ensuite entamer la nouvelle année 2021-2022, précise le communiqué du ministè-

re. Quant aux nouvelles inscriptions, elles ne seront pas ouvertes avant la fin des examens des anciens inscrits, précise la même source.

A. S.

«Belle et Sébastien» adapté à l'écran Sébastien change de visage

LA NOUVELLE adaptation veut mettre un coup de jeune à cette histoire et recherche un Sébastien de toutes origines ethniques. Sébastien change de visage. L'indémontable «Belle et Sébastien» est bientôt de retour avec Pierre Coré (L'Aventure des Marguerite) pour prendre le relais de Clovis Cornillac derrière la caméra. Produite par Radar Films, la nouvelle adaptation de cette amitié entre le petit garçon espiègle et sa chienne complice veut mettre un coup de jeune à cette histoire culte. «Nous recherchons un Sébastien d'aujourd'hui, de toutes origines ethniques», expliquent Sylvie Brocheré et Sophie Blanchouin, les directrices de casting. Sébastien est un garçon de 10 à 12 ans sportif et qui ne ressemble pas forcément à Félix Bossuet, le héros de la dernière trilogie. Le grand casting national, qui vient d'être lancé, se poursuit jusqu'à début février. Pour tenter sa chance, les jeunes acteurs sont invités à envoyer leurs photos à cette adresse : sebastien4casting@gmail.com*. Le tournage se déroulera dans les montagnes dans le courant de l'année 2021. Une version modernisée qui met l'accent sur la diversité.

R. I.

Rencontre littéraire nationale sur Abdelhamid Benhaddouga L'œuvre et le parcours de l'écrivain revisités

Une rencontre littéraire nationale consacrée à l'œuvre prolifique de Abdelhamid Benhaddouga, un des romanciers les plus importants de la littérature algérienne contemporaine d'expression arabe, a été inaugurée samedi à la Bibliothèque nationale algérienne par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda. Une série de conférence autour de l'œuvre de cet homme de lettres a commencé avec la participation de plusieurs écrivains, chercheurs et hommes de lettres.

S'étalant jusqu'au 11 janvier à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, cette rencontre, organisée sous le thème «Le roman algérien : des fondements à la consécration», a été marquée par l'allocution d'ouverture de la ministre de la Culture et des Arts

qui a estimé que Abdelhamid Benhaddouga était un homme «généreux et porteur de valeurs» et qu'il était à cet égard «plus grand que l'oubli».

Ecrivain à la plume qui se tenait toujours au seuil de l'être, Abdelhamid Benhaddouga était de la verve des «grands écrivains algériens», à l'instar de Mohammed Dib, Kateb Yacine, Mouloud Feraoun, Assia Djebbar, Malek Haddad et d'autres encore, a déclaré Malika Bendouda, avant de qualifier son œuvre de «grandiose», empreinte, à t-elle dit, de «maturité, de clairvoyance et de réalisme».

Deux conférences ont suivi l'intervention de la ministre de la Culture, animées par une pléiade d'écrivains universitaires autour de l'œuvre du romancier et de son approche culturelle et contextuelle de la réalité algé-

rienne.

Les écrivains et universitaires, Abdelaziz Boubakir, Abdelhamid Bourayou, Djillali Khellas, Mohamed Sari, Mohamed Daoud et Mohamed Tahrichi, ont évoqué plusieurs volets se rapportant au génie littéraire de Abdelhamid Benhaddouga, pionnier du roman algérien contemporain d'expression arabe, ont-ils rappelé, s'exprimant également sur les thématiques de la ruralité et la femme, l'agencement du patrimoine et la titrologie dans l'œuvre du romancier disparu.

Ainsi, l'écrivain traducteur Abdelhamid Boubakir a estimé que l'œuvre «réaliste» de Abdelhamid Benhaddouga se caractérisait par un «humanisme profond», alors que son confrère Djillali Khellas l'a qualifiée de «moderniste», estimant qu'à l'ex-

ception de son roman «J'ai fait un songe» où il décrit les malheurs de l'Algérie des années 1990, l'auteur du «Vent du Sud» était «un patriote né», dont les écrits étaient tous des «élégies à l'Algérie».

Relevant que l'imaginaire de Abdelhamid Benhaddouga se nourrissait de «la réalité et non du discours politique», Mohamed Sari a, de son côté, expliqué, à partir de l'œuvre «Le vent du Sud», que les concepts de «la patrie» et celui de «la femme» chez l'auteur se rejoignaient dès lors que leur destin était lié à celui de l'homme.

Mohamed Daoud a, pour sa part, pris pour objet d'étude «Djazia et les darwiches» pour souligner la dimension épistémologique et anthropologique du romancier.

F. H.

Festival culturel de la poterie de Maatkas La 9^e édition diffusée en ligne

La 9^e édition du Festival culturel local de la poterie de Maatkas, abritée habituellement par la ville éponyme, se déroule cette année sur le net en raison de la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19, a-t-on appris, samedi, des organisateurs.

La mise en ligne des activités prévues au titre de cette manifestation a débuté vendredi et se poursuivra jusqu'au 12 du mois cou-

rant, avec la diffusion sur la page «Festival culturel local de la poterie de Maatkas» sur les réseaux sociaux, a indiqué à l'APS la directrice locale de la culture et des arts, Nabila Goumeziane.

Au menu de cet évènement, une exposition de poteries, des ateliers de démonstration sur la fabrication de poteries et le travail de l'argile destinés aux enfants, des conférences, des entretiens et des reportages sur

la même thématique et des vidéos sur Tuqda (cuisson de poterie) et Rqem (décoration) ainsi qu'une vente en ligne des poteries, selon le programme de cette manifestation.

Ce festival vise à valoriser et promouvoir le métier de la poterie et les potiers, à transmettre et partager les connaissances sur ce métier à la fois artistique et artisanal et à défendre la qualité du produit.

M. K.



Coronavirus

Elizabeth II vaccinée, le pape s'y prépare, la pandémie s'étend

■ La reine Elizabeth II et son époux ont reçu samedi leur première injection de vaccin contre le nouveau coronavirus et le pape leur emboîtera le pas la semaine prochaine, tandis que les campagnes de vaccination montent en puissance face à une pandémie qui s'étend.

Par Mourad M.

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a ainsi annoncé que son pays allait lancer dans une semaine l'une des plus vastes campagnes de vaccination contre le Covid-19 dans le monde, afin de toucher 300 millions de personnes.

L'Inde, avec ses 1,3 milliard d'habitants, est le deuxième pays le plus touché – après les États-Unis –, avec plus de dix millions de cas détectés, même si le taux de mortalité est l'un des plus faibles du monde.

Au Royaume-Uni, 1,5 million de personnes ont déjà reçu leur première injection, dont désormais la reine, âgée de 94 ans, et le prince Philip, 99 ans, confinés dans leur château de Windsor,

proche de Londres. La monarque, habituellement assez discrète sur son état de santé, «a décidé de rendre publiques ces informations afin d'éviter des inexactitudes et d'éventuelles rumeurs», a souligné l'agence de presse britannique PA.

Pays d'Europe le plus endeuillé par la pandémie avec plus de 80 000 morts, le Royaume-Uni fait actuellement face à une flambée des contaminations attribuée à un variant plus contagieux du virus, et à Londres, les hôpitaux sont menacés d'être submergés, «avec une propagation du virus hors de contrôle», a reconnu son maire, Sadiq Khan.

Au Vatican, le pape François, 84 ans, a annoncé samedi qu'il se ferait vacciner «la semaine prochaine», dans un entretien

avec la chaîne de télévision italienne Canale 5.

«La semaine prochaine, nous commencerons à le faire ici (au Vatican, NDLR) et j'ai pris rendez-vous, il faut le faire», a-t-il dit, dénonçant au passage «un négationnisme suicidaire que je ne saurais pas expliquer» face au vaccin.

Sur sept jours, 658 100 nouveaux cas ont été enregistrés en moyenne toutes les 24 heures sur la planète, soit 14 % de plus que la semaine précédente, selon un bilan de l'AFP.

Vendredi, les États-Unis ont enregistré un nouveau record de contaminations avec près de 290 000 cas recensés en 24 heures. Et 63 cas du nouveau variant britannique ont été détectés dans huit États américains, notamment en Floride et en Californie.

Depuis l'apparition, il y a plus d'un an, du nouveau coronavirus en Chine, plus de 1,9 million de personnes ont péri sur près de 89 millions de cas confirmés. Et parmi les malades guéris, plus des trois quarts de ceux ayant été hospitalisés souffrent encore d'au moins un symptôme six mois après leur contamination, révèle une étude parue samedi dans la revue «The Lancet».

Face à l'aggravation de l'épidémie, l'Union européenne a donné vendredi un coup d'accélérateur à ses programmes de vaccination, critiqués pour leur lenteur, en doublant ses précommandes de doses de Pfizer-BioNTech, tout en attendant les premières livraisons de celles de Moderna. L'UE pourrait en outre autoriser fin janvier un troisième vaccin, celui d'AstraZeneca/Oxford.

Avec les deux premiers, «nous nous sommes déjà assurés d'une quantité de doses qui nous permet de vacciner 380 millions d'Européens, c'est plus de 80 % de la population, et d'autres vaccins vont suivre dans les semaines et les mois à venir», a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.



REUTERS

En France, où l'épouse du président, Brigitte Macron, a été testée positive au Covid-19 le 24 décembre, sans présenter de symptômes lourds, le nombre de cas positifs quotidiens a dépassé les 20 000 depuis trois jours consécutifs, poussant le gouvernement à accélérer la campagne de vaccination. Face à la menace de variants plus contagieux, il a aussi avancé à 18h00 le couvre-feu dans huit nouveaux départements. Le reste du territoire connaît un couvre-feu à 20h00.

Le gouvernement de la Principauté de Monaco a pour sa part décidé d'avancer le couvre-feu à 19h00 dès ce soir.

En Suède, une nouvelle loi permettant à l'exécutif d'édicter des mesures restrictives coercitives dans des zones ciblées est entrée en vigueur hier.

Et au Danemark, où les cas liés à la souche mutante britannique se multiplient, des manifestations contre les restrictions ont dégénéré samedi en affrontements et neuf personnes ont été arrêtées. «Liberté pour le Danemark, nous en avons assez», ont scandé les manifestants.

La diffusion rapide des nouveaux variants inquiète d'autant plus que les vaccins, conçus en un temps record, ne sont toujours pas déployés à grande

échelle.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a, à ce propos, appelé vendredi à une plus grande solidarité vaccinale et demandé aux pays riches de cesser de conclure des «accords bilatéraux» avec les laboratoires pharmaceutiques.

Le Royaume-Uni a annoncé hier avoir collecté auprès de ses alliés un milliard de dollars (820 millions d'euros) pour aider les «pays vulnérables» à accéder aux vaccins contre le nouveau coronavirus, selon le ministère des Affaires étrangères, Dominic Raab. «Nous ne serons à l'abri de ce virus que lorsque nous serons tous à l'abri ce n'est pourquoi nous nous concentrons sur une solution mondiale à un problème mondial», a-t-il déclaré.

De son côté, Cuba a annoncé vouloir tester en Iran l'efficacité de Soberana 02, son candidat vaccin le plus avancé. Cette annonce survient au lendemain d'un tweet du guide suprême iranien, Ali Khamenei, dans lequel il déclare «interdit d'importer des vaccins faits aux États-Unis ou au Royaume-Uni».

En Chine, où l'épidémie est sous contrôle, les autorités ont agi très énergiquement face à l'apparition de nouveaux foyers pourtant modestes, redoutant l'approche du Nouvel An, célébré en février. **M. M.**



Commentaire

Investiture

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump n'a visiblement pas une seule seconde considéré une possible défaite à l'élection présidentielle du 3 novembre. Ainsi, après avoir épuisé tous les recours possibles et imaginables il s'est finalement résigné à accepter, très difficilement, sa défaite il y a seulement quelques jours, tout en se refusant à assister à la passation de pouvoir au nouveau président américain Joe Biden. Toutefois, le vice-président américain Mike Pence a lui, bel et bien l'intention de se rendre à la cérémonie d'investiture du président élu Joe Biden. L'information a été rapportée samedi par plusieurs médias. L'annonce survient dans un contexte de dégradation des relations entre Mike Pence et Donald Trump, le vice-président ayant confirmé jeudi la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle de novembre, devant les deux chambres réunies dans la nuit pour une session extraordinaire après une journée d'une violence inimaginable à Washington. Une foule de partisans de Donald Trump avait envahi le Capitole, interrompant les débats. Cinq personnes sont mortes dans ces violences que le président républicain sortant est accusé d'avoir encouragées par ses déclarations. Le président élu a déclaré vendredi que Mike Pence est «le bienvenu» à la cérémonie, se réjouissant de l'annonce sur Twitter par Trump de sa propre absence dans un dernier tweet avant que son compte ne soit fermé. La prise de fonction de Joe Biden est prévue dans un format réduit en raison de la pandémie de coronavirus. Après les violences du 6 janvier, le président sortant pourrait se retrouver dès aujourd'hui sous le coup d'une deuxième procédure de destitution, un développement sans précédent historique. Au pouvoir depuis 2017, Donald Trump a déjà été visé au Congrès par une infamante procédure de destitution, ouverte par la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, fin 2019 sous l'accusation d'avoir demandé à un pays étranger, l'Ukraine, d'enquêter sur son rival Joe Biden. Il avait été acquitté au Sénat, à majorité républicaine, début 2020. Nancy Pelosi a promis d'agir si le président républicain ne démissionnait pas immédiatement. Les dirigeants démocrates ont exhorté Mike Pence à déclarer, avec une majorité du gouvernement, que Donald Trump était «inapte» à remplir ses fonctions, sur la base du 25^e amendement de la Constitution. Le vice-président ne s'est pas exprimé publiquement sur le sujet, mais le quotidien «The New York Times» a rapporté jeudi, citant l'un de ses proches, qu'il n'y était pas favorable parce qu'il craint d'aggraver les tensions. Il serait en effet assez ridicule d'engager une procédure aujourd'hui alors même qu'il ne reste plus que 10 jours à la Maison-Blanche à Donald Trump. Mais les dsémocrates semblent obsédés et ce, depuis l'élection du président milliardaire en 2016, de l'empêcher à tout prix, surtout pour la symbolique, de mener à terme son mandat présidentiel. Mais ces combines politiciennes ne font que mettre de l'huile sur le feu alors qu'aujourd'hui démocrates comme républicains devraient veiller à apaiser la situation à Washington pour calmer les esprits dans le reste du pays. **F. M.**

Turquie

Erdogan : l'adhésion à l'UE est «une des priorités politiques» d'Ankara

Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé que l'adhésion de son pays à l'Union européenne (UE) «est l'une des priorités politiques d'Ankara». M. Erdogan s'exprimait en visioconférence devant la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, selon l'agence Anadolu, citant les autorités turques.

Le président turc a également

souligné l'importance de la reprise des sommets réguliers Turquie-UE et des réunions de dialogue de haut niveau.

Les deux parties ont discuté du développement des relations bilatérales. Ils ont aussi abordé les développements sur la scène régionale.

Vendredi, le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a déclaré que la

Turquie «s'efforçait d'ouvrir une nouvelle page dans ses relations avec l'UE».

Le chef de la diplomatie turque devrait se rendre à Bruxelles le 21 janvier pour s'entretenir avec le Haut-représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, a ajouté la même source. **R. I.**



Olympique de Lyon Slimani ciblé



LA FORMATION française de l'Olympique lyonnais «discute» avec son homologue espagnole de l'Atletico de Madrid en vue d'un départ de Moussa Dembélé vers le club madrilène, même s'il n'y a encore «rien de fait», a confirmé samedi Juninho, qui reconnaît s'intéresser à l'attaquant international algérien, Islam Slimani (Leicester). «Moussa est venu me voir, il pense que c'est le moment de changer d'équipe. Il m'a dit qu'il avait perdu un peu la motivation, ce n'était pas prévu», a expliqué le directeur sportif brésilien au micro de la chaîne française Téléfoot. «Garder quelqu'un qui n'a pas envie de vivre de manière intense les cinq prochains mois, ce n'est pas l'idéal. Donc on discute avec l'Atletico. Il n'y a rien de fait. Je pense que Moussa est tombé d'accord avec l'Atletico mais il manque notre

part aussi», a-t-il précisé. Arrivé en 2018 à Lyon en provenance du Celtic de Glasgow pour cinq ans et 22 millions d'euros, Moussa Dembélé (24 ans) a inscrit 16 buts en Ligue 1 la saison dernière et contribué au beau parcours de l'OL en Ligue des champions. Mais il a ensuite perdu progressivement sa place de titulaire à la pointe de l'attaque lyonnaise et se remet d'une fracture à un bras. Selon le quotidien sportif espagnol «Marca», l'attaquant pourrait rebondir à l'Atletico, qui vient de laisser partir son avant-centre Diego Costa en résiliant son contrat : le club «colchonero» pourrait obtenir un prêt de Dembélé avec option d'achat. Pour le remplacer à Lyon, Juninho a confirmé la piste menant à Slimani, 32 ans : l'ancien avant-centre de Monaco est un «joueur qu'on apprécie beaucoup», a confirmé le Brésilien. «Ça fait partie des possibilités, mais il n'est pas le seul. (...) En début de saison j'avais parlé avec lui, on avait presque trouvé un accord pour qu'il puisse venir. Il a envie de jouer chez nous, de porter notre maillot, mais il n'y a rien de fait encore. Il ne faut pas regarder simplement un seul joueur», a prévenu le directeur sportif lyonnais.

L'OL, sacré champion d'automne samedi en Ligue 1, espère retrouver les compétitions européennes la saison prochaine après avoir échoué à se qualifier au printemps dernier, une première pour le club au XXI^e siècle.

CA Bordj Bou-Arréridj

L'entraîneur Dziri jette l'éponge

L'ENTRAÎNEUR du CA Bordj Bou-Arréridj, Bilél Dziri, a annoncé samedi sa démission, juste après la débâcle à domicile de son équipe face à l'ES Sétif (1-5) dans le derby des Haut-Plateaux comptant pour la 7^e journée du championnat de Ligue 1 de football. «J'ai discuté avec les dirigeants présents au stade, c'est mon dernier match avec le CABBA. Je suis démissionnaire. Je souhaite bonne chance à l'équipe et à mon prochain successeur pour la suite de la compétition», a déclaré Dziri à la presse à l'issue de la rencontre. Sous la direction de Dziri, le CA Bordj

Bordj-Arréridj n'a remporté aucune victoire en sept matchs disputés. Il quitte le club avec un triste bilan de cinq défaites et deux nuls. Il est pressenti pour prendre en main le NAHD depuis la démission de Nadir Leknaoui début janvier. Dziri est désormais le 7^e technicien qui quitte son poste d'entraîneur depuis l'entame de la saison 2020-2021, après François Ciccolini (USM Alger), Yaman Zelfani (JS Kabylie), Lyamine Bougherara (USM Bel-Abbès), Mohamed Bacha (NC Magra), Nadir Leknaoui (NA Hussein-dey) et Youssef Bouzidi (JS Kabylie).

Tennis/Circuit Pro-féminin/ Tableau double

Ines Ibbou sacrée à Monastir

L'ALGÉRIENNE Ines Ibbou, associée à la Russe Darya Astakhova, ont remporté samedi le tableau double du tournoi international W15 «Magic Tours» à Monastir (Tunisie), après leur victoire en finale devant les Françaises Manon Arcangioli et Salma Djoubir par deux sets à zéro (2-0). Ibbou et Astakhova, têtes de série N.2, ont remporté le premier set 6-3, avant de dominer le second set 6-0 dans une rencontre qui a duré une

heure. Ce rendez-vous disputé sur des courts en surface rapide à Monastir est doté d'un prize-money de 15 000 USD. Il s'agit du troisième tournoi consécutif à Monastir pour l'ancienne championne d'Afrique junior algérienne depuis son retour de blessure. Pour rappel, Ibbou avait remporté le tableau double du précédent tournoi à Monastir avec sa coéquipière tchèque Anna Siskova.

Ligue 1 (7^e journée)

Le CR et le MCA pour se rapprocher

■ La septième journée du championnat de Ligue 1 sera marquée par deux chocs, sur les trois rencontres qui se joueront aujourd'hui en clôture de cette journée.



Les Belouizdadis comptent aligner trois points supplémentaires

Par Mahfoud M.

Ainsi, le CR Belouizdad affrontera le Paradou AC dans un derby qui s'annonce disputé, alors que le MC Alger donnera la réplique au MC Oran dans un véritable test. Les Belouizdadis, qui sont sur une belle lancée, souhaitent continuer cette série en ajoutant trois autres points lors de ce match qui ne sera pas une partie de plaisir. En effet, les Rouge et Blanc doivent savoir que les gars du PAC misent beaucoup sur cette rencontre pour l'emporter et donc sortir de la situation difficile dans laquelle ils se trouvent.

Les poulains de Dumas doivent puiser au plus profond de leurs ressources s'ils veulent l'emporter et se rapprocher plus du leader. De son côté, le Mouloudia d'Alger reçoit le Mouloudia d'Oran dans un match très particulier pour le coach français Casoni et deux de ses joueurs, Derardja et Nekkache qui portaient les couleurs du «Doyen» la saison dernière. Les «Chnaouas» se doivent de confirmer leur bonne santé après une série de très bons résultats, que ce soit en championnat ou en compétition africaine. Pour cela, les protégés de Neghiz doivent rester concentrés sur leur sujet durant

les 90 minutes de ce match pour empocher les trois points. Mais ils doivent faire très attention à cette formation des Hamraoua qui ne se déplacera pas en victime expiatoire. Le dernier match ne sera pas en reste puisqu'il opposera la JS Kabylie, en pleine expansion, à l'USM Alger qui souhaite confirmer son redressement après les changements effectués jusqu'à maintenant. Les Canaris, sous la conduite du nouveau coach Lavagne, tenteront de l'emporter vu que le match se joue à domicile. Les Rouge et Noir essaieront de revenir au moins avec le point du nul.

M. M.

L'ES Sétif poursuit son envol, une première pour l'USM Bel-Abbès

L'ES SÉTIF, net vainqueur du CABB Arréridj en déplacement (5-1), consolide sa position en tête du classement de Ligue 1 de football, lors de la 2^e partie de la 7^e journée, disputée samedi, qui a vu l'USM Bel-Abbès signer sa première victoire de la saison, alors que l'US Biskra subit son premier revers depuis l'entame du championnat 2020-2021. Les Sétifiens de plus en plus intouchables, sont allés étriller leurs voisins du CABB Arréridj sur le score sans appel de (5-1), dont un doublé de Ghacha et un but du jeune Amoura qui rejoint l'attaquant de l'ASO Chlef, Beldjilali, en tête du classement des buteurs avec (5 buts) pour chacun. En revanche, la formation locale du CABBA continue de filer du mauvais coton en devenant seule lanterne rouge, avec deux points au compteur. Cette défaite a poussé le coach Bilal Dziri à jeter l'éponge,

aggravant davantage la situation des Jaune et Noir. Son ex-compagnon du bas du tableau, l'USM Bel Abbès, a enfin connu le goût de la victoire aux dépens du NC Magra (1-0). Un but en or de Metref (30') permet au club de la Mekerra de quitter temporairement la zone de turbulence. Son adversaire du jour continue en revanche sa descente aux enfers en reculant à la 18^e place, après avoir récolté un seul point lors des six dernières journées. A Relizane, le RCR n'a pas raté l'aubaine de glaner 3 nouveaux points tout en infligeant à son hôte, l'US Biskra, sa 1^{re} défaite de la saison (2-0). Les hommes de Si Tahar Chérif El-Ouzzani sont désormais 9^e avec 9 points au compteur. L'O Médéa a remporté sa 1^{re} victoire à domicile après deux succès en déplacement. Sa victime n'est autre que le WA Tlemcen qui n'arrive toujours pas à gagner le moindre

match. Cette journée, qui a débuté vendredi, a vu le NA Hussein-Dey obtenir enfin sa 1^{re} victoire de la saison, au moment où le CS Constantine et la JS Saoura s'inclinaient contre toute attente face à l'AS Ain M'liila et la JSM Skikda sur le même score (1-0). La surprise du jour est venue de l'AS Ain M'liila qui est allée damer le pion au CS Constantine qui accueillait son adversaire à El-Khroub. La partie allait s'achever sur un score blanc, lorsque Hamia a surgi dans le temps additionnel (90+3) pour placer une tête imparable dans les filets constantinois. L'autre surprise de vendredi est à mettre à l'actif de la JSM qui a infligé à la JS Saoura sa première défaite de la saison. Un but en or de Ziouache offre aux «V Noirs» leur seconde victoire de la saison, qui les éloigne quelque peu de la zone dangereuse.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Monoxyde de carbone

L'Apoce propose d'inclure les prix des détecteurs dans la facture d'électricité

DES PROPOSITIONS ont été formulées par l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur (Apoce) pour obliger chaque foyer utilisant un chauffage à gaz de s'équiper d'un détecteur de monoxyde de carbone, en induisant le coût de cet appareil sur la facture d'électricité/gaz, a indiqué, hier, son président, Mustapha Zebdi. Joint par l'APS, M. Zebdi a précisé que l'Apoce a saisi la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) pour qu'elle impose l'installation de ces détecteurs en induisant le coût de cet appareil sur la facture d'électricité ou de gaz.

Expliquant que l'association a suggéré que «le paiement soit échelonné sur une année pour qu'il n'affecte pas les budgets des familles aux revenus modestes».

M. Zebdi a ajouté que l'Apoce souhaite depuis des années «instaurer l'obligation» pour chaque foyer qui utilise les chauffages à gaz de s'équiper d'un détecteur de monoxyde de carbone.

Gaz brûlés : l'Anca appelle à la réglementation du marché des détecteurs

De son côté, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), Hadj Tahar Boulouar, a déclaré à l'APS que les fabricants ou les importateurs de chauffages à gaz «ne fournis-

sent pas les détecteurs» de monoxyde de carbone aux commerçants «ayant constitué leurs stocks avant l'émission de l'instruction du ministère du Commerce obligeant d'accompagner la vente de tout appareil à gaz d'un détecteur de monoxyde de carbone».

Il a demandé, ainsi, d'accorder du temps aux commerçants qui ont d'anciens stocks de chauffages à gaz pour que leurs fournisseurs leur livrent ces détecteurs, appelant, à l'occasion, les autorités à intervenir pour «obliger» les fabricants à fournir les détecteurs aux commerçants sans exiger d'eux d'acheter de nouveaux appareils de chauffage pour bénéficier de ces détecteurs.

Le président de l'Anca a précisé que cela fait près d'un mois que ce problème a été évoqué avec les opérateurs et autres grossistes d'El Hamiz, de Bordj Bou-Arréridj et ceux de Sétif. Lançant, en outre, un appel aux fabricants et importateurs pour qu'ils fassent des efforts afin de satisfaire la demande ayant «fortement augmenté» à l'annonce de l'instruction du ministère du Commerce. Le responsable de l'Anca a, de plus, souligné que les conditions de vente des détecteurs de monoxyde de carbone, de gaz ou de fumée, doivent, selon lui, être définies par la réglementation pour que le consommateur leur accorde plus d'importance.

M. O.

Suite à la demande introduite au MJS

Les Ligues nationales sous tutelle de la FAF

LES LIGUE de football professionnel (LFP), Ligue nationale de football amateur (LNFA) et Ligue interrégions de football (LIRF) sont mises désormais sous tutelle de la Fédération algérienne (FAF), a annoncé l'instance fédérale hier dans un communiqué.

«Suite à la demande de la FAF, introduite le 31 décembre 2020, le ministre de la Jeunesse et des Sports a marqué son accord pour mettre les Ligues nationales de football sous la tutelle de la fédération.

Cette demande est motivée par la situation qui prévaut au sein de ces Ligues (LFP, LNFA et LIRF) suite à l'adoption, le 17 septembre 2019, d'un nouveau système de compétition pyramidal», explique la FAF sur son site.

La FAF a mis en place un

nouveau système de compétition pyramidal, avec une Ligue 1 professionnelle à 20 clubs et une Ligue 2 amateur de trois groupes de 12 clubs chacun, dirigée désormais par la LNFA au lieu de la LFP.

«Du fait également de la promulgation de la circulaire ministérielle n°264 du 8 juin 2020 interdisant l'amendement des statuts durant l'année électorale, la réadaptation des statuts de ces Ligues n'interviendra qu'après l'achèvement du processus électoral en cours, et ce, suivant la note méthodologique du 16 septembre 2020», ajoute la FAF. Pour cette dernière, «la mise sous sa tutelle des Ligues nationales permettra d'assurer une bonne organisation des différents championnats de football».

Racim M.

Le chômage en hausse



Djalou@hotmail.com

En attendant leur règlement

Lait et liquidités : ces casse-tête qui perdurent

■ Deux principaux problèmes continuent de subsister malgré toutes les promesses faites pour leur règlement. Des citoyens sont contraints de se lever très tôt le matin pour espérer trouver un sachet de lait au prix subventionné par l'Etat.

Par Aomar Fekrache

DES fonctionnaires et autres retraités continuent à faire de longues chaînes pour retirer leur argent dans les bureaux de poste. Le tout intervient en pleine crise sanitaire où tout attroupement est déconseillé pour éviter la propagation du coronavirus. Dans la capitale, les pères de famille dont le budget permet à peine de joindre les deux bouts, sont obligés de se réveiller très tôt le matin et se mettre en file d'attente pour acheter du lait en sachet auprès du camion en provenance de l'usine. A Bab El Oued ou au Ruisseau, il faut se réveiller à 5h du matin. Une corvée qui perdure depuis des mois et le bout du tunnel semble encore loin. Hormis le sachet de lait subven-

tionné de 25 DA, le citoyen n'a pas beaucoup d'autres choix. Au moindre retard, l'on n'a qu'à se rabattre sur un sachet de lait à 50 DA chez les épiciers, sur Candia à plus de 100 DA ou les boîtes de lait en poudre à 420 DA. A Guelma, le procureur général de la cour de justice a révélé, hier, que les services de la police judiciaire ont ouvert une enquête au niveau de toutes les laiteries activant sur le territoire de la wilaya pour déterminer les causes de la rareté de ce produit de large consommation sur le marché local et identifier les infractions et les responsabilités de tous les acteurs du secteur.

L'autre situation qui complique davantage la vie du citoyen est en rapport avec le retrait d'argent dans les bureaux de poste. A Alger ou dans bien

d'autres wilayas, les scènes d'interminables files d'attente persistent. La semaine passée, un communiqué commun d'Algérie Poste et de la Caisse nationale des retraites a annoncé qu'un nouveau calendrier a été établi pour répartir les dates de versement des pensions des retraités et des ayants droit et leur assurer «les meilleures conditions» d'accueil en évitant la surcharge au niveau des bureaux de poste. Ce nouveau calendrier va permettre de répartir les dates de versement des pensions sur plusieurs jours, en fonction du dernier numéro du CCP actuel (à droite, sans compter la clé). Va-t-on voir ce casse-tête enfin disparaître ? C'est, de toute façon, le souhait de plus de 20 millions de clients du plus grand établissement financier du pays. A. F.

Tizi Ouzou

Chute mortelle d'un ouvrier et un homme tué dans le renversement d'un camion-citerne

UN OUVRIER est décédé samedi des suites d'une chute d'un échafaudage, lors des travaux de crépiage au 3^e étage d'un immeuble en chantier sis au quartier du sud-ouest de la ville de Tizi Ouzou. Selon les indications fournies par la Protection civile, les secours ont été appe-

lés vers 17h. La dépouille de la victime âgée de 24 ans a été déposée à la morgue du CHU Nedir-Mohamed de Tizi Ouzou. Par ailleurs, un homme a trouvé la mort dans un accident de la route survenu samedi soir sur la RN 12 à hauteur de Oued Aissi (7 km à l'est de Tizi-Ouzou).

Selon la cellule de communication de la Protection civile, à l'origine du drame le renversement d'un camion remorquant une citerne remplie de gaz propane sur un véhicule léger dont le conducteur, âgé de 44 ans, est décédé.

Hamid M.

Tiaret

Une personne tuée par balle, 9 individus arrêtés

UNE PERSONNE a été tuée par balle suite à un litige autour d'une parcelle de terrain dans la région de «Haliat», dans la commune d'Aïn Dheb (Tiaret), a indiqué, hier, le commandant du groupement territorial de la

Gendarmerie nationale qui a fait état de neuf individus arrêtés. Le litige est survenu lorsqu'une personne a entrepris de labourer la parcelle de terrain steppeique, située dans la région de «Haliat», après avoir obtenu une autorisa-

tion de l'APC, mais elle a été prise à partie par d'autres individus, ajoutant qu'un coup de fusil a été tiré samedi soir, engendrant la mort de cette personne, a précisé le lieutenant colonel Rabah Kermi.

K. L.